

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES DE PARIS-SACLAY

SERVICES DES MARCHES ET ACHATS

CEA/P-SAC/SMA/BEPII

REGLEMENT DE CONSULTATION DU 25 AOUT 2025

PROCEDURE ADAPTEE

REALISATION D'UN LOGICIEL D'EXPLOITATION D'UN BANC DE MESURES DE PLAQUES
METALLIQUES

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES : le 15 septembre 2025 avant
16h00**

Ces dossiers seront remis exclusivement sous forme dématérialisée sur la plateforme Place à l'adresse
suivante :

(<https://www.marches-publics.gouv.fr>)



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

CONTACTS

La présente procédure est gérée par :

Mme Camille MORZADEC, Service des Marchés et Achats/BEP II

- Tel : 01.69.08.55.38
- Adresse mail : camille.morzadec@cea.fr

En cas d'absence, vous pouvez contacter :

Mme Marylise RIOU, Service des Marchés et Achats/BEP II

- Tel : 01.69.08.39.20
- Adresse mail : marylise.riou@cea.fr

Pour la visite sur site, le soumissionnaire devra fournir des informations concernant son identité 7 jours calendaires avant sa venue

INFORMATIONS EN COURS DE PROCEDURE

Afin d'être informés en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur le site de la plateforme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

SOMMAIRE

1 - OBJET	4
2 - DOCUMENTS APPLICABLES	6
3 - PROCEDURE	6
4 - CONTENU DES PLIS.....	9
5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
6 - CLASSIFICATION DU MARCHE	12
<i>ANNEXE FINANCIERE</i>	14
<i>ANNEXE A - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS</i>	15
<i>ANNEXE B - FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE.....</i>	16



1 - OBJET

1.1 - Généralités

En tant que pouvoir adjudicateur, le CEA est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

Le marché faisant l'objet de cette procédure est un marché de défense ou de sécurité en application de l'article L1113-1 du Code de la Commande publique (CCP). La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et 2131-13 du décret du 3 décembre 2018.

Aucune indemnité ne sera versée pour la remise des offres.

1.2 - Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure adaptée relative à la réalisation d'un logiciel d'exploitation d'un banc de mesures de plaques métalliques au centre de Cadarache pour le Département de l'Instrumentation Numérique (DIN) au sein du Laboratoire d'Intégration des Systèmes et des Technologies (LIST) du centre CEA de Paris-Saclay.

Il s'agit d'un marché de fournitures au sens de l'article L1111-1 à 5 de l'ordonnance du 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

1.3 - Contenu des prestations

La réalisation de ce banc de mesure s'inscrit dans un projet pour lequel le CEA List se positionne en maîtrise d'ouvrage. Le banc de mesure sera utilisé dans un contexte industriel par le client final. Un certain nombre d'informations liées au projet sont confidentielles et relèvent de la diffusion restreinte ou d'une habilitation demandée au § 4.2.3.

Le banc de mesure intervient dans un processus de fabrication visant à valider la conformité d'un lot de plaques via une mesure de quelques dizaines de secondes par plaquette.

Un lot est constitué de 20 plaques. Après chargement par un opérateur des 10 premières plaques sur un plateau fixe, le banc de mesure réalise une première passe sur les 10 plaques, puis l'opérateur charge à nouveau les 10 plaques restantes afin de finaliser la mesure du lot. Le banc de mesure doit a minima être capable de mesurer un lot de 20 plaques en 6 h.

Les 40 détecteurs permettant de statuer sur la conformité d'une plaque sont à demeure dans le chariot mobile et connectés en USB sur six hubs USB également à demeure sur le chariot mobile afin de minimiser les contraintes de connectiques au niveau du détecteur. Ces hubs USB sont quant à eux reliés à un ordinateur déporté du banc de mesure en charge de l'analyse du signal et de l'asservissement de l'automate de préférence de type schneider M580 en charge des mouvements du chariot mobile.

Sur le chariot mobile se trouve également un emplacement pour une caméra permettant la lecture optique des identifiants (gravure alphanumérique et encochage) d'une plaque et devant être reliée à l'ordinateur déporté.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

Le banc de mesure dispose également d'une barrière de sécurité (de préférence immatérielle) permettant l'arrêt automatique des pièces en mouvement en cas de franchissement de la barrière. Cette barrière ne doit pas engendrer de gêne pour l'opérateur.

1.4 - Allotissement

Le CEA a recours à un marché global en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

1.5 - Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

A défaut, le CEA considèrera l'offre présentée en variante comme irrégulière.

1.6 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du CEA l'acceptation de chaque sous-traitant.

Pour toute déclaration de sous-traitance, au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre, le candidat fournit au CEA le « formulaire de demande d'acceptation de sous-traitance » joint en Annexe A – Documents administratifs.

1.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

En cas de négociation, le délai de validité court à compter de la date de remise des offres finales.

1.8 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale (offre remise après négociation, le cas échéant). Le caractère des prix est défini dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation. Les prix incluent toutes les sujétions définies dans le projet de marché.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans le règlement de consultation, le soumissionnaire doit avoir procédé aux vérifications préalables conformément à l'article 4.1 des CGA pour établir son prix de manière forfaitaire.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 - Liste des documents applicables

En complément des modalités particulières fixées dans le présent règlement de consultation, la présente consultation est régie, dans l'ordre décroissant de priorité par les documents applicables listés dans le projet de marché B25-03002-CM.

Ces documents sont disponibles sur simple demande adressée par écrit au Service des Marchés et Achats à l'exception des Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA ainsi que du Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) qui sont téléchargeables sur le site CEA à l'adresse suivante :

<http://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>

2.2 - Acceptation des documents applicables

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

3 - PROCEDURE

3.1 - Les étapes de la procédure

3.1.1 - Le calendrier de la procédure

Le tableau ci-dessous présente les dates et délais des différentes étapes de la procédure. Chaque étape est explicitée dans les paragraphes suivants.

Etapes de la procédure	Date ou délais
<u>Transmission du Cahier des charges</u> conditionnée à la remise du contrat de confidentialité unilatéral	Chaque soumissionnaire demandera le cahier des charges (sur la plateforme PLACE via les échanges de questions sur la consultation, lien « poser une question ».) et remettra son accord de confidentialité en pièce jointe. Au plus tard 10 jours avant la date de remise des plis
Questions des soumissionnaires	Au plus tard 7 jours avant la date de remise des plis
Modification du DCE par le CEA	Au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des plis



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

Remise des plis par les soumissionnaires	Au plus tard le 15 septembre 2025 à 16H00
Questions complémentaires du CEA	Pendant toute la durée de la procédure
Présentation des offres	Eventuellement
Demande du CEA de présentation des offres par les soumissionnaires	Avec un préavis de 5 jours ouvrés

3.1.2 - Avant la date de réception des plis

3.1.2.1. Questions des soumissionnaires

Préalablement à la remise des plis, les soumissionnaires sont autorisés à poser des questions complémentaires dans le délai mentionné dans le tableau ci-dessus.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est tenu de s'adresser au Service des Marchés et Achats exclusivement et par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Afin d'assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques, le CEA s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque soumissionnaire et à communiquer les réponses aux autres entreprises, sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire concerné.

3.1.2.2. Modifications du dossier de consultation par le CEA

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard dans le délai indiqué dans le tableau *supra*, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

3.1.3 - Après la date limite de réception des plis

3.1.3.1. Questions du CEA

A l'issue de la remise des offres, le CEA se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux soumissionnaires afin de clarifier leur offre. Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur offre pourra être écartée de la procédure.

3.1.3.2. Présentation des offres

Le CEA se laisse la possibilité de demander aux soumissionnaires, dont l'offre a été jugée conforme, de faire une présentation orale de leur proposition. Cette présentation vise à permettre au CEA de



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

s'assurer que l'expression du besoin décrite dans ses Spécifications Techniques a bien été comprise par le soumissionnaire.

En cas de groupement d'entreprises, le représentant de chaque membre du groupement est tenu de faire la présentation orale du domaine dont son entreprise a la charge en tant que membre du groupement.

La date de la réunion de présentation sera notifiée, par le CEA, avec un préavis de **5** jours ouvrés. Le CEA transmettra à chaque soumissionnaire une liste de questions complémentaires. Celui-ci sera tenu d'envoyer les réponses aux questions par courrier électronique au plus tard **deux jours** avant la tenue de la réunion. Ces réponses seront discutées en séance.

La réunion de présentation se tiendra soit dans les locaux du CEA Paris-Saclay, soit par visio-conférence pendant une durée de **2** heures au maximum et sera limitée à **3** intervenants par soumissionnaire (ou **6** en cas de groupement d'entreprises). Elle se déroulera selon le planning suivant :

- ◇ présentation succincte des participants et de l'entreprise
- ◇ présentation technique de l'offre
- ◇ questions du CEA/réponses de l'entreprise.

Les documents qui illustreront l'exposé du soumissionnaire seront présentés en séance. L'ensemble des documents présentés par l'entreprise seront remis au CEA à la fin de la présentation sous forme électronique (clé USB) et papier (en 2 exemplaires).

Tout soumissionnaire est tenu de participer à cette présentation à la date convenue avec le CEA sous peine d'être écarté de la procédure. Le soumissionnaire écarté ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

3.1.3.3. Négociation

Le CEA se laisse la possibilité de négocier par oral ou par écrit avec l'ensemble des soumissionnaires ou d'attribuer le marché sans négociation si les offres remises sont jugées financièrement acceptables et en parfaite adéquation avec les Spécifications Techniques.

La négociation pourra notamment porter sur le prix, la quantité, la qualité ou les garanties de bonne exécution du marché et donnera lieu à une offre finale.

A l'issue des négociations, les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

3.2 - Date limite de réception des plis

Les plis des soumissionnaires devront être intégralement réceptionnés par le CEA au plus tard à la date figurant dans le tableau *supra*, la date et l'heure de la fin du téléchargement sur la plateforme PLACE faisant foi. Tout dossier reçu, même partiellement, après la date mentionnée ci-dessus sera considéré comme remis hors délai et écarté de la procédure.

3.3 - Forme de remise et d'envoi des plis

Les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les modalités de remise sont indiquées dans l'Annexe B intitulée « forme de remise des dossiers ».



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

3.4 - Suite de la procédure

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer la procédure infructueuse s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable, régulière ou appropriée,
- de ne pas donner suite à la consultation.

4 - CONTENU DES PLIS

La réponse à la présente consultation, rédigée en langue française, sera composée impérativement d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre, incluant les éléments suivants :

4.1 - Documents remis au titre de la candidature

Le dossier de candidature sera obligatoirement composé des éléments suivants :

- a. Une [fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial](#) pour le dossier (nom, mail, adresse, numéros de téléphone),
- b. En cas de groupement d'entreprises, une [lettre d'habilitation du mandataire](#) par ses co - traitants et la [convention de groupement](#) dûment signée,
- c. A titre informatif, un [extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés](#) (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de 3 mois,
- d. Lorsqu'il appartient à un groupe, une [attestation certifiant de son autonomie commerciale](#) et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
- e. Les [attestations d'assurance](#) civile, professionnelle, en cours de validité,
- f. La copie du ou des [jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire](#),
- g. Les [attestations et certificats fiscaux et sociaux](#) datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents,
- h. Les données relatives à la [capacité financière](#) de la société (chiffre d'affaires, résultat et chiffre d'affaires réalisé avec le CEA pour les trois dernières années),
- i. Les [certificats ou qualifications](#) en adéquation avec le marché en cours de validité, délivrés par un organisme agréé :
- j. Un dossier présentant les [capacités de l'entreprise](#) qui devra détailler :
 - les moyens techniques de l'entreprise,
 - les moyens humains et l'organisation de la société,
 - les références pour des opérations similaires exécutées dans les trois dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des opérations effectuées.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

- k. un [dossier d'habilitation](#) dont le contenu et les modalités de remise sont spécifiés au §4.2.3 et §4.2.4 ci-après.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant.

Tous les soumissionnaires sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

4.2 - Documents remis au titre de l'offre

Le dossier d'offre sera obligatoirement composé des éléments suivants :

4.2.1 - Pièces administratives et commerciales

- a. le [projet de marché](#), dûment complété, paraphé et signé attestant de l'acceptation de ses termes par le soumissionnaire,
- b. Une [proposition financière](#) selon le cadre de décomposition de prix joint au DCE. Le défaut de remise de la décomposition des prix selon le formalisme demandé constitue un motif d'irrégularité de l'offre.

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre et suivant les stipulations mentionnées dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation. Ils incluent toutes les sujétions définies dans ce dernier.

4.2.2 - Dossier technique

- a. une [proposition technique](#) précisant les dispositions que l'entreprise s'engage à adopter pour l'exécution de la prestation, en exposant les choix techniques. Les soumissionnaires devront notamment apporter la démonstration de la conformité technique de leur offre par rapport aux Spécifiques Techniques du CEA. Une simple redite des Spécifications Techniques n'est pas recevable, le soumissionnaire devant justifier l'ensemble de ses choix techniques.
- b. le [calendrier d'exécution des prestations](#) qui devra être détaillé et indiquer les différentes phases ainsi que leur durée prévisionnelle.
- c. [l'organisation](#) mise en œuvre pour réaliser la prestation dont :
 - la [qualification et les références du responsable du marché](#),
 - l'[organigramme prévisionnel](#), profils et qualifications, CV, etc ...,
 - le [nombre et la qualification du personnel](#) appelé à intervenir sur le site du CEA,



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

d. les principales [mesures dans le domaine environnemental et les actions réalisées dans un objectif de décarbonation](#). A ce titre les soumissionnaires devront transmettre :

- un [mémoire environnemental](#) décrivant les principales mesures pour assurer [la protection et la préservation de l'environnement](#) et sa déclinaison pour la prestation à réaliser ainsi que, le cas échéant, les indicateurs de performance et les objectifs chiffrés utilisés,
- si le soumissionnaire est soumis à l'article L.225-102-4 du code du commerce, il est invité à remettre tout élément de preuve attestant qu'il a bien établi et publié [un plan de vigilance](#),
- si le soumissionnaire est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, il est invité à remettre [une attestation précisant que le bilan des émissions de gaz à effet de serre \(BEGES\) de son entreprise](#) a bien été établi et publié pour l'année précédant la date de mise en ligne du DCE.

e. [la sous-traitance](#) : les entreprises devront indiquer la nature, le volume et le montant des prestations qui seraient sous-traitées, la liste des sous-traitants envisagés, accompagnée des demandes d'acceptation de sous-traitants conformes au modèle joint dans le fichier Annexe A – Documents administratifs,

Si l'entreprise envisage de sous-traiter une partie du marché, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat (s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant (s) proposé (s).

Le Titulaire retenu présentera obligatoirement et préalablement tout sous-traitant à l'acceptation du CEA tout au long de la réalisation de la prestation en se conformant expressément au cadre fourni en annexe.

4.2.3 - Niveau de classification du marché

Ce marché est un marché sensible au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Il nécessite que des mesures de sécurité soient prises, tel qu'exposé aux paragraphes 5.3.2.2. et 5.3.2.3. de l'instruction sus-citée.

Une enquête administrative sera diligentée à l'encontre de la personne morale et son personnel, ainsi que ses éventuels sous-contractants et leur personnel.

4.2.4 - Contenu du dossier de « l'enquête administrative » à fournir

Les soumissionnaires doivent impérativement fournir dans une enveloppe séparée :

- soit un avis favorable de l'enquête administrative;
- soit une demande d'enquête administrative de la Personne Morale dûment complétée (fournir la fiche navette dont le modèle figure en annexe 34 de l'IGI 1300) ;
- un extrait KBIS de l'inscription au registre du commerce et des sociétés datant de moins de 3 mois ;
- un CV du ou des principaux dirigeants (précisant leurs dates et lieux de naissance) ayant le pouvoir d'engager la responsabilité de la personne morale, accompagnée d'une pièce d'identité valide par scan;

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par le candidat audit marché.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

4.2.5 - Date et modalités de remise du dossier de « enquête administrative »

Ces éléments doivent parvenir séparément sous format papier et sous format électronique avant la date limite de remise des offres fixée *supra* :

- format papier en original : envoi sous enveloppe séparée en indiquant la référence suivante « Réalisation d'un logiciel pour l'exploitation d'un banc de mesures de plaques métalliques – B25-03002-CM », à M. l'Officier de Sécurité du Centre (adresse postale : Officier de Sécurité de Centre – bâtiment 608 (PC 81) – 91191 Gif-sur-Yvette),
- format électronique : envoi par email à l'adresse suivante : osdecentresaclay@cea.fr, en indiquant la mention_« Dossier de candidature et d'offre – B25-03002-CM » dans l'intitulé du message.

Tout dossier d'offre pour lequel le dossier d'habilitation n'aura pas été déposé conformément aux modalités décrites dans le présent article sera déclaré non conforme d'un point de vue administratif. La candidature/ l'offre sera alors écartée de la consultation et ne sera pas analysée.

5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Pour soumissionner à cette procédure, les soumissionnaires devront justifier de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes au regard des prestations à réaliser.

Les offres seront jugées d'après les critères hiérarchisés suivants :

- critère 1 : la solution logicielle retenue, les moyens humains dédiés, y compris l'organigramme et les CVs,
- critère 2 : le délai de réalisation du logiciel, délai et modalités de résolution des non-conformités en phase de vérification en service régulier (VSR), description de la résolution des anomalies et de l'assistance fournie au CEA pendant la garantie,
- critère 3 : le prix.

6 - CLASSIFICATION DU MARCHE

Le marché objet de la présente consultation est un marché sensible.

Dans le cadre du marché sensible objet de la présente consultation l'accès aux informations de niveau (« diffusion restreinte », « confidentiel CEA », « confidentiel personnel ») impose la prise de mesures de protection destinées à en limiter leur connaissance à des personnes expressément désignées.

Le Titulaire en tant que personne morale pourra faire l'objet d'une enquête administrative. Pour les personnes physiques, les salariés concernés doivent systématiquement avoir satisfait à cette enquête administrative avant le début d'exécution des prestations sensibles concernées.

Si le marché sensible est réalisé dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises et si le CEA estime qu'une enquête administrative est nécessaire pour un membre du groupement, le mandataire du groupement fera obligatoirement l'objet de ce contrôle.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

Un marché sensible peut faire l'objet, sous certaines conditions, d'une sous-traitance soumise aux mêmes mesures de protection que le Titulaire.

Un marché sensible peut comprendre un plan contractuel de sécurité (PCS), s'il apparaît nécessaire de prévoir des mesures de protection particulières.



ANNEXE FINANCIERE

Le cadre de décomposition des prix figure dans le fichier « annexe financière ».



ANNEXE A - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

L'annexe A comprend les documents suivants :

- **les formulaires de Demande d'Acceptation de sous-traitance (DAST)** pour la sous-traitance de rang 1 et de rang 2 : en cas de sous-traitance identifiée, le soumissionnaire inclut dans sa réponse le(s) formulaire(s) DAST dûment complété(s).

Une notice explicative accompagne ces 2 formulaires.

- **L'attestation de visite** : pour les visites obligatoires, le soumissionnaire inclut dans sa réponse l'attestation dûment complétée et signée par le CEA.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

**ANNEXE B - FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE
DEMATERIALISEE**

Cette annexe renseigne les soumissionnaires sur les modalités et l'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour utiliser la plateforme PLACE :

1) Le soumissionnaire doit s'inscrire sur PLACE ou disposer d'un compte :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur « PLACE ». Pour cela, nous vous invitons à vérifier les pré-requis techniques disponibles depuis la page d'accueil de PLACE et de vous munir de votre n° de SIRET.

Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Afin d'être informé en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation. Les téléchargements anonymes ne permettent pas de bénéficier de manière automatique des informations publiées par le CEA en cours de procédure.

2) Le soumissionnaire doit anticiper toutes les éventuelles difficultés de téléchargement et respecter les modalités imposées par le présent règlement :

Pour toute question, vous pouvez vous référer à :

- la rubrique « Aide » de PLACE,
- contacter le support informatique de la PPlateforme des AChats de l'Etat au 01 76 64 74 07.

1. Constitution des enveloppes électroniques

Les enveloppes de candidature et d'offre doivent se présenter sous la forme d'un fichier unique **au format.zip** contenant les éléments mentionnés dans le règlement de consultation. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- format Word (.docx),
- format Acrobat (.pdf),
- format Excel (.xlsx).

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier (par exemple : projet de marché.doc).

Le nom donné à l'enveloppe électronique de candidature sera ref-xxxx-yyyy-candidature.zip où :

- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.

Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera ref-xxxx-yyyy-offre.zip où :

- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

2. La co-traitance

Dans le cas de co-traitance, les éléments qui le nécessitent (attestation sur l'honneur ...) seront signés par l'ensemble des entreprises co-traitantes, à l'aide de l'outil de signature disponible gratuitement en téléchargement sur la plateforme. Les fichiers .zip ainsi créés (contenant les fichiers et les signatures) seront insérés dans les enveloppes zip de candidature ou d'offre. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plateforme en utilisant son certificat.

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue (les envois précédents ne seront pas ouverts).

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

4. Possibilité de remettre une copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, remise dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" doit être envoyée dans les délais impartis de réception des offres à l'adresse suivante :

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY

Bureau du courrier (bât. 464)
Pour le Service des Marchés et Achats - PC 98
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'il est détecté un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais impartis de réception ou bien n'a pas pu être ouverte par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de réception).

5. Les questions relatives à la consultation

Les questions d'ordre administratif, commercial ou technique, concernant la consultation seront posées via la plateforme en cliquant sur le lien « poser une question ».

Avant de pouvoir poser une question, les soumissionnaires doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme,
- renseigner leur identité.

Nota bene : il est indispensable de bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse sera utilisée par le CEA pour répondre à la question.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B25-03002-CM

Il est rappelé que les mêmes questions peuvent être adressées à l'adresse de l'acheteur en charge du dossier.

6. Les échanges par voie dématérialisée avec les entreprises

Après l'ouverture des offres, le CEA pourra communiquer avec les soumissionnaires via la « messagerie sécurisée » de la plateforme pour les soumissionnaires inscrits.